



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Compte financier
2022

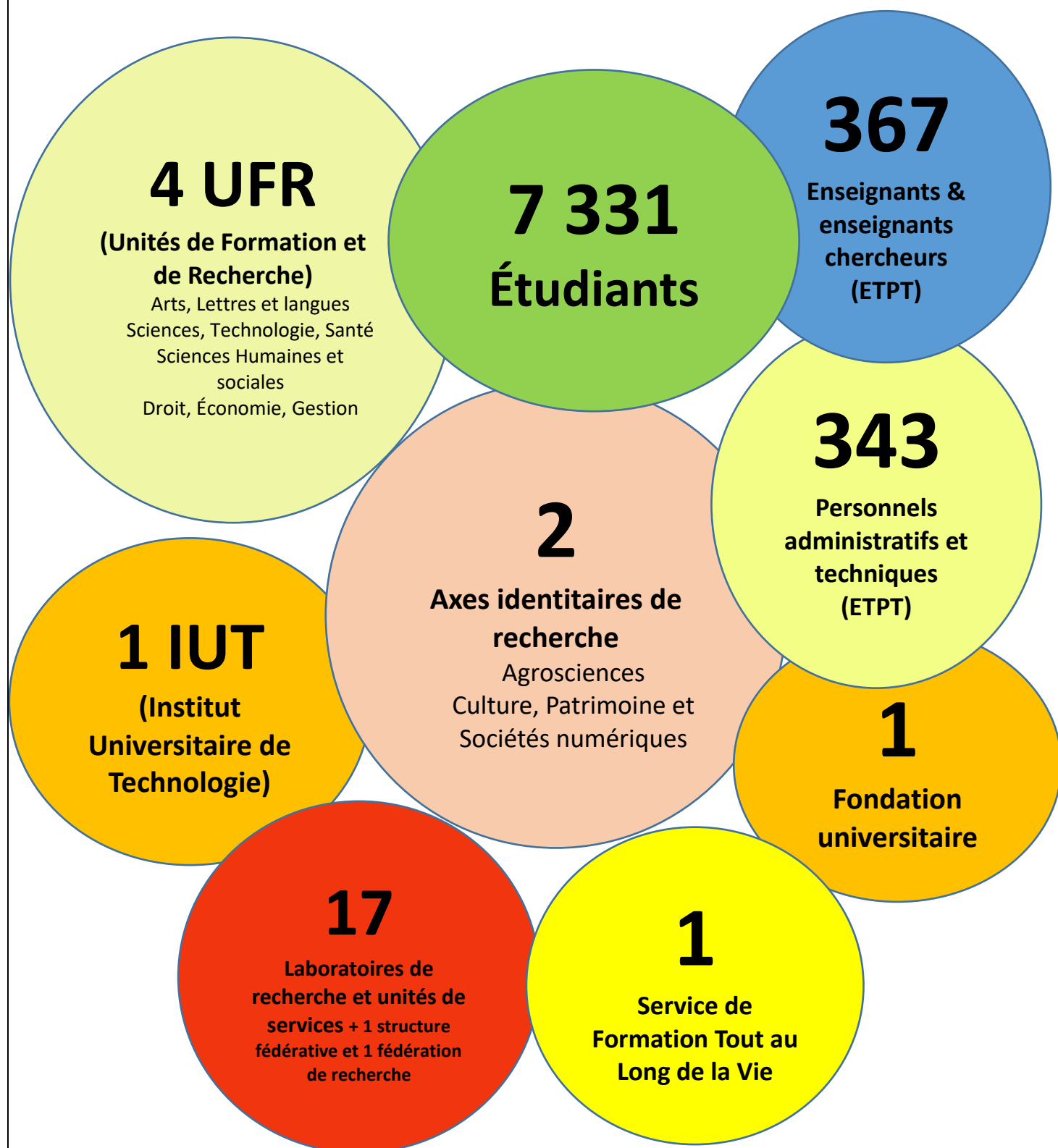
Rapport de
l'ordonnateur

Direction des finances, des achats et du
contrôle interne

Table des matières

Avignon Université en chiffres	4
Faits caractéristiques de l'exercice	5
Principaux constats et enseignements	6
1 Le fonctionnement	7
1.1 Les produits.....	7
1.1.1 Les ressources publiques.....	8
1.1.2 Les ressources propres hors subventions.....	10
1.1.3 La répartition des ressources	10
1.2 Les charges.....	12
1.2.1 Les charges hors personnel	13
1.2.1.1 Les achats divers.....	13
1.2.1.2 Les services extérieurs.....	14
1.2.1.3 Les charges de gestion.....	17
1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes	17
1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions	18
1.2.2 Les charges de personnel	18
1.3 Le résultat comptable et son affectation	21
2 L'investissement	21
2.1 Les ressources	22
2.2 Les emplois	22
2.3 La capacité d'autofinancement.....	22
3 Les grands équilibres financiers.....	23
3.1 Le fonds de roulement	23
3.2 Le besoin en fonds de roulement	23
3.3 La trésorerie.....	24
3.4 Le bilan.....	24
3.5 Le compte de résultat	26
3.6 Les soldes intermédiaires de gestion	27
4 L'analyse en mode GBCP	30
4.1 Les emplois	31
4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires	31
Le taux d'exécution des AE	32
Le taux d'exécution des CP	33
Le taux d'exécution des recettes	33
4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF).....	34
4.4 Le tableau d'équilibre financier	35
Glossaire.....	36

Avignon Université en chiffres



Faits caractéristiques de l'exercice

Contexte inflationniste et reprise d'activités : impact et conséquences pour Avignon Université

L'année 2021 avait marqué une nette reprise de l'activité d'Avignon Université sur certaines dépenses. Sur l'exercice 2022, la consommation des autorisations d'engagement est en constante progression en section de fonctionnement (**9,72 M€** en 2022 contre **8,64 M€** en 2021). Des secteurs comme les missions, les déplacements de personnel, les frais de réception, la formation du personnel ont en outre retrouvé leur niveau d'avant la crise sanitaire ; ce qui accentue la tendance à l'augmentation de la section fonctionnement, accentuée par le maintien de dépenses mises en place au moment de la pandémie, notamment dans le domaine du gardiennage et des équipements de protection.

A cela s'est ajouté l'impact de l'inflation sur les dépenses de l'établissement, notamment énergétiques (+35%) et ce malgré une politique volontariste d'économies d'énergie de l'établissement.

Intégration du LAPEC (laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire)

Bien qu'inauguré en septembre 2021, le LAPEC et son financement sont entrés dans l'inventaire de l'établissement à compter du 1^{er} janvier 2022. En 2022, ce nouveau bâtiment entraîne l'augmentation non négligeable des dotations aux amortissements (**+0,4 M€**), contribuant à la progression des charges sur la situation patrimoniale de l'établissement.

Mise en place d'un inventaire physique et impact sur l'inventaire comptable

A l'issue des travaux effectués par la société Actidel en décembre 2021, il a été procédé, sur l'exercice 2022, à un récolement entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable. Ce rapprochement qui impacte le bilan de l'établissement a permis de comptabiliser une sortie de biens à hauteur de 3 330 k€ (délibération du CA du 13 décembre 2022). Le suivi régulier des entrées et sorties de biens est assuré désormais par l'établissement avec une nouvelle procédure destinée à péreniser cette mise à jour.

La Villa Créative et la Société Universitaire de Recherche « SAS Immo Villa SUR »

La date du 16 novembre 2022 marque la création de la SAS Immo Villa Sur et la signature du pacte d'actionnaires de la SAS impliquant des partenariats entre la société ETIC, Avignon Université et la Caisse des dépôts et Consignations.

Aucune écriture n'a été enregistrée dans la comptabilité de l'établissement à ce jour. Les travaux effectués sur le site Pasteur (bien mis à disposition de la SUR par le biais d'une convention d'occupation temporaire) et le site du 58ième RI (bien apporté en jouissance dans le cadre du pacte d'actionnaires) n'étant pas terminés.

Principaux constats et enseignements

Le compte financier 2022 affiche un résultat déficitaire de **775 k€**.

L'exercice se caractérise par une hausse importante des charges de **3,25 M€**, qui se décompose comme suit :

S'élevant à **53,36 M€**, les charges de personnel¹ représentent **79%** de l'ensemble des charges. Elles augmentent de **2,57 M€** en 2022.

Les charges de fonctionnement s'élèvent à **14,19 M€**, elles augmentent de **0,68 M€** par rapport à 2021.

Les investissements baissent de **1,28 M€** par rapport à 2021, du fait notamment de l'achèvement de la construction du LaPEC.

Dans le même temps, les produits augmentent légèrement passant de **66 M€** en 2021 à **66,78 M€** en 2022, soit + **0,78 M€** :

- une augmentation des subventions de **1,14 M€** ;
- une baisse sensible des ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises de **0,75 M€** ;
- une légère hausse de tous les autres postes de **0,39 M€**.

Les subventions d'investissement (**0,30 M€**, en forte baisse par rapport à 2021) marquent la fin des financements reçus dans le cadre du CPER et du plan de relance.

Par conséquent, le fonds de roulement diminue de **1,68 M€** et s'élève désormais à **11,28 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement net diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **6,31 M€**. Ce montant représente **36** jours de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement reste néanmoins positive à **0,64 M€** permettant de contribuer au financement des dépenses d'investissement.

La trésorerie s'élève au 31/12/2022 à **17,76 M€**, en baisse de **1,84 M€** par rapport à 2021.

Enfin, le solde budgétaire est déficitaire et s'établit à **-1,75 M€**.

¹ Depuis 2018, ce montant exclut les taxes et impôts sur rémunérations, lesquelles relèvent désormais de l'enveloppe des charges de fonctionnement.

1 Le fonctionnement

Les tendances de l'exercice 2022 sont inversées par rapport à 2021. Ainsi, les produits augmentent beaucoup moins que les charges, contribuant à peser sur le résultat déficitaire prévu dès le budget initial 2022.

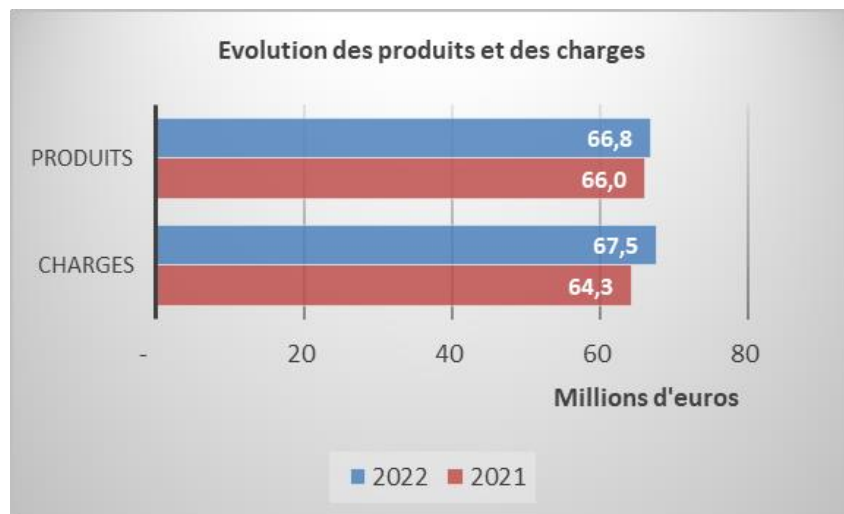


Figure 1

Les charges s'élèvent à **67,55 M€** en 2022 contre **64,30 M€** en 2021, soit une hausse de **3,25 M€**

Les produits passent de **66 M€** à **66,78 M€** en 2022, soit une hausse de **0,78 M€**.

Le résultat net comptable affiche un déficit de **0,77 M€**, traduction d'une augmentation des produits moins rapide que celle des charges.

1.1 Les produits

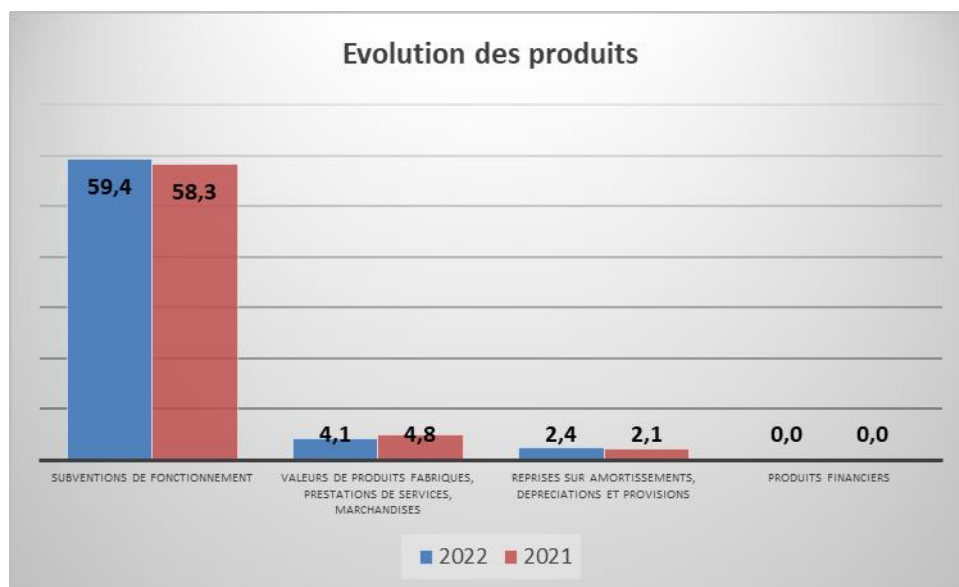


Figure 2

Le montant global des produits s'élève à **66,78 M€**.

Ce chiffre est en augmentation de **1,01 %** par rapport à 2021.

La faible hausse d'un montant total de **0,78 M€** résulte avant tout de la faible augmentation des subventions (**1,14M€**) alors que dans le même temps, la vente de produits fabriqués, de prestations de services et de marchandises diminuent sensiblement et les autres produits restent assez stable (respectivement – **0,75 M€** et + **0,39 M€**).

Le taux de réalisation des produits :

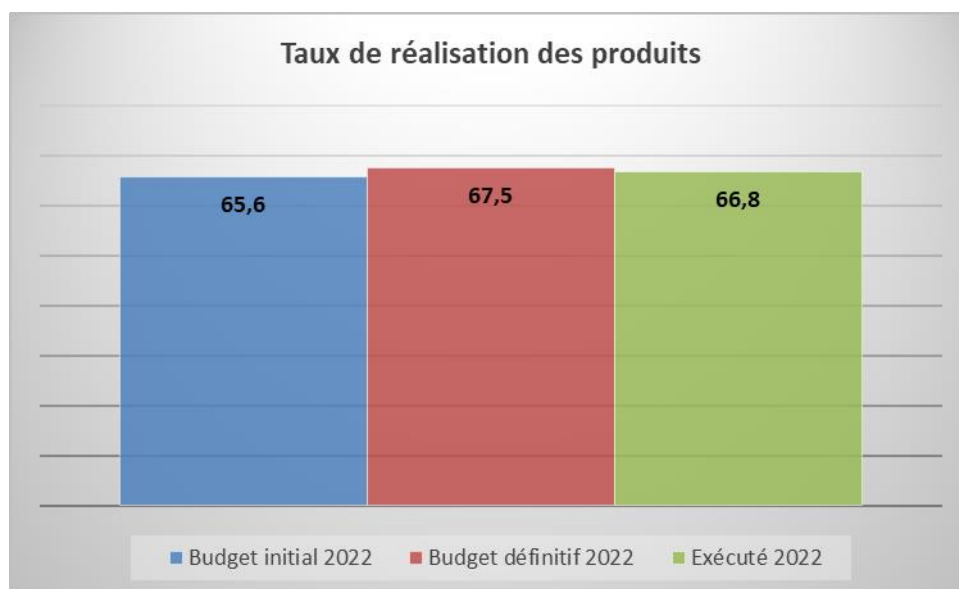


Figure 3

Le taux de réalisation des produits est proche de 100% (**102 %** du budget initial, **98 %** du budget définitif), traduisant malgré la prudence des prévisions de l'établissement, le défaut de connaissance précise de sa subvention pour charges de service public annuelle ainsi que certaines subventions.

1.1.1 Les ressources publiques

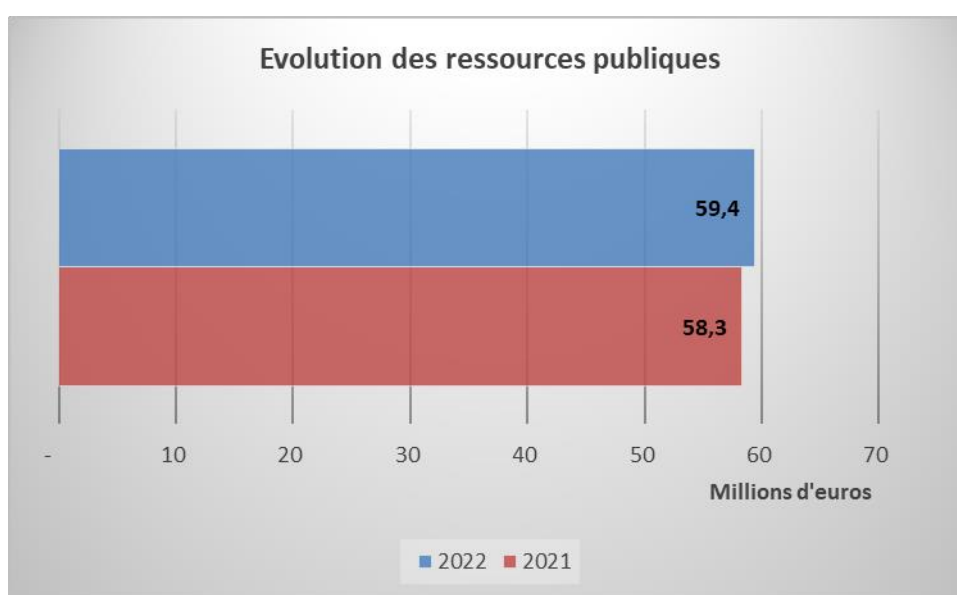


Figure 4

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente près de **89%** du total des produits en 2022 (**88 % également en 2021**). Ce poste enregistre une hausse en 2022 de **1,14 M€** par rapport à l'exercice précédent, soit **1,9 %**.

Figure 5

En 2022, l'augmentation de la subvention pour charge de service public atteint seulement **0,76 M€** ; les surcoûts liés à l'augmentation du point d'indice depuis juillet 2022 et à la hausse des coûts des fluides n'étant pas compensés par l'Etat.

Elle correspond principalement à une très faible hausse des crédits de masse salariale (**+ 0,5 M€**) destinés à financer diverses mesures prises en faveur de l'établissement au titre des DSG (STAPS, rééquilibrage, actions spécifiques allocations de moyens), du protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) et de la loi de programmation de la recherche (LPR). L'année 2022 marque la fin des financements ORE et le gel du dispositif « réussite étudiants places supplémentaires » soit une prévision de SCSP non réalisée à hauteur de 529 000€. Dans le même temps, les crédits de fonctionnement augmentent de seulement **0,28 M€**.

Les autres subventions, dans leur globalité, augmentent très peu (**+ 0,35 M€**). Hormis les « autres subventions de fonctionnement » dont principalement, le financement des formations par alternance (**+ 0,42 M€**) et les financements de l'Union européenne (**+ 0,21 M€**), les subventions issues des « organismes agissant pour le compte de l'Etat » (ANR), d'autres ministères, de la région et du département sont en baisse.

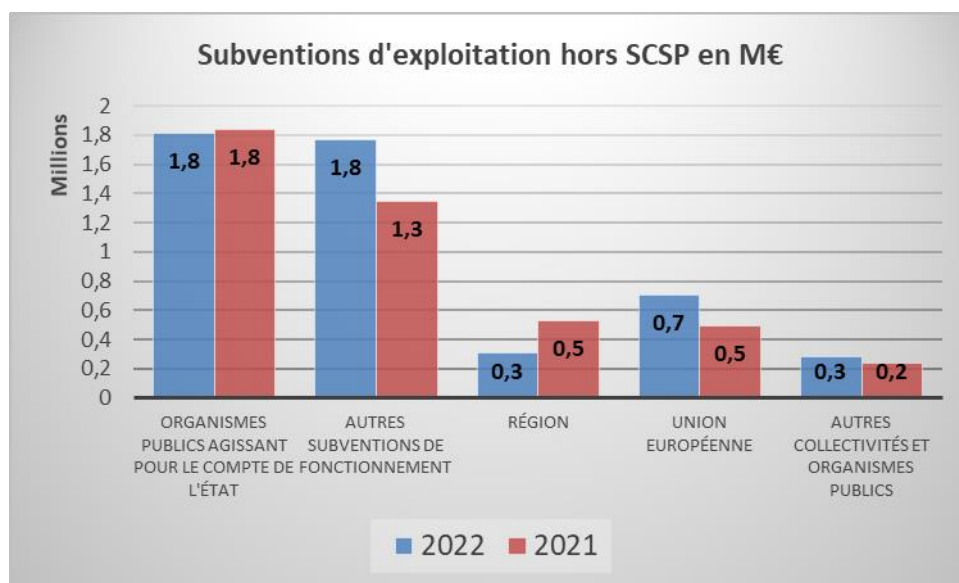


Figure 6

1.1.2 Les ressources propres hors subventions

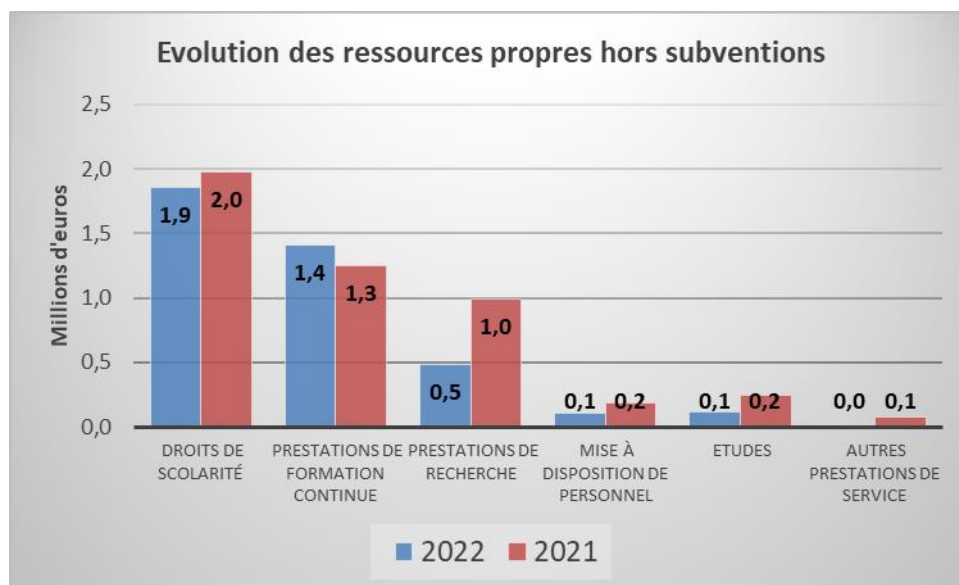


Figure 7

Elles s'élèvent globalement à **4,06 M€** en 2022 contre **4,82 M€** en 2021 soit une baisse de **0,76 M€** et sont principalement constituées de :

- droits de scolarité (**1,86 M€** contre **1,98 M€** en 2021)

Ce poste enregistre les droits d'inscription aux diplômes nationaux et locaux. À noter : la politique d'exonération partielle se traduit dans le même temps par la comptabilisation d'une charge, le produit net impactant in fine le résultat de l'exercice étant donc égal au montant acquitté réellement par ces étudiants.

- prestations de formation continue (**1,40 M€** contre **1,25 M€** en 2021)

Après avoir baissé en 2020 et 2021, les produits de formation continue sont en légère hausse.

- prestations de recherche en forte baisse (**0,48 M€** contre **0,99 M€** en 2021)

L'activité de recherche affiche de manière générale une baisse sensible de ces produits en 2022 liée à la technique comptable de suivi des conventions, alors qu'elle réalisait jusqu'à présent une augmentation constante chaque année (- **0,71 M€**).

Le ratio ressources propres / produits encaissables² se situe pour la 2^{ème} année consécutive au-delà du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15% (**15,3%** après **15,8%** en 2021 contre **11,0 %** en 2018).

La taxe d'apprentissage, bien que comptablement classée parmi les subventions, pourrait également être considérée comme une ressource propre. Cette dernière est très stable d'une année à l'autre, mais son niveau reste très modeste (**0,126 M€** contre **0,129 M€** en 2021).

1.1.3 La répartition des ressources

² Définition : dénominateur : produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie.
Numérateur : ressources propres (produits encaissables hors SCSP)

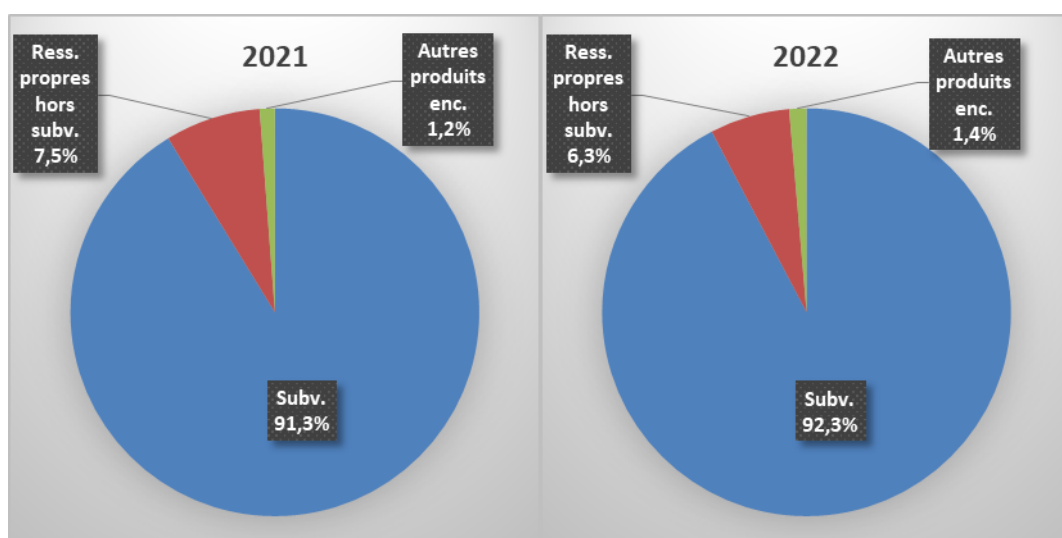


Figure 8

Comme dans la grande majorité des universités publiques, les subventions constituent à Avignon Université la plus grande partie des produits encaissables. Leur taux avoisine, cette année encore, les **92%**.

1.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à **67,55 M€**.

Ce montant est en hausse de **3,25 M€**, par rapport à 2021. Les charges de personnel enregistrent, à elles seules, une hausse de **2,57 M€**, le reste de l'augmentation se répartissant entre les autres services extérieurs (**+0,42 M€**), les autres charges de gestion (**+0,07 M€**), les achats et variation de stocks (**+0,11 M€**) les impôts et taxes (**+0,04 M€**), les amortissements (**+0,41 M€**) et les achats et services extérieurs (**-0,37 M€**),

CHARGES	2021	2022	Ecart 2021/2022
CHARGES DE PERSONNEL	50,79	53,36	2,57
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3,40	3,82	0,41
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (en relation avec l'activité)	3,30	3,71	0,42
AUTRES CHARGES DE GESTION	2,43	2,49	0,07
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	1,96	1,59	-0,37
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	1,75	1,86	0,11
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0,67	0,71	0,04
CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
Total	64,30	67,55	3,25

Figure 9

Dans le détail, les principales évolutions sont de :

2,57 M€ pour les charges de personnel.

+0,42 M€ pour les 'autres services extérieurs' (personnel prêté, imprimerie, missions, voyages, frais de réception, frais postaux, gardiennage, nettoyage, etc.).

-0,37 M€ pour les achats de sous-traitance et services extérieurs (maintenance, locations mobilières et immobilières, charges locatives, assurances, études, documentation).

+0,07 M€ pour les 'autres charges de gestion' (bourses, fonds sociaux, annulations de recettes [dont « neutralisation » droits d'inscription des étudiants extra-européens], amendes, etc.).

+0,11 M€ pour les achats et approvisionnements.

+0,41 M€ pour les amortissements.

Le taux d'exécution des charges

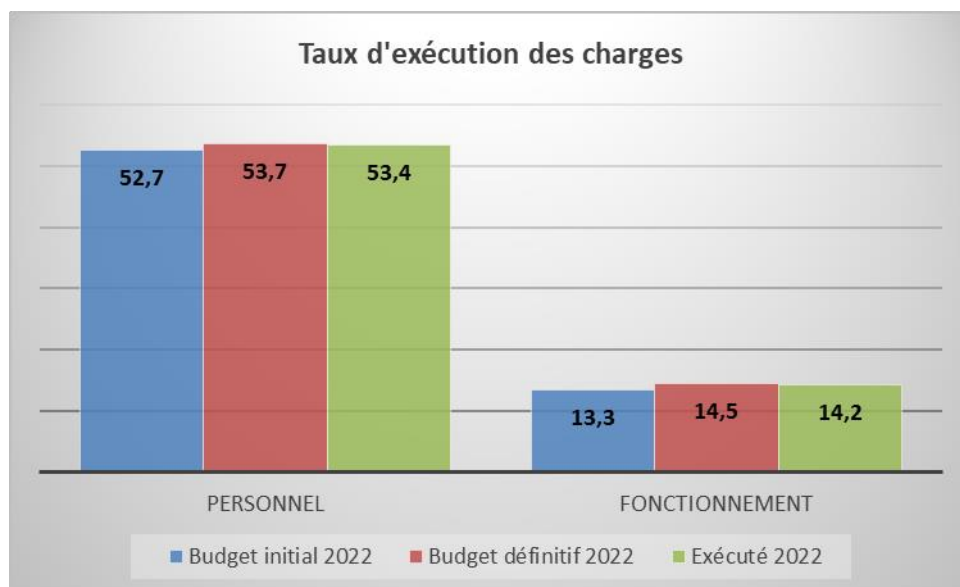


Figure 10

Le budget de fonctionnement s'exécute à un niveau élevé (**106,7%** du budget initial, **97,9%** du budget définitif). Les prévisions de charges de masse salariale restent fiables, le taux d'exécution sur ce poste atteignant **99,4%** du budget définitif en fin d'exercice.

1.2.1 Les charges hors personnel

1.2.1.1 Les achats divers

Ce poste de charges comptabilise les charges de fluides (eau, gaz, électricité, carburants) et de fournitures et petits équipements. Le contexte mondial pèse sur le coût que l'établissement consacre aux fluides, même si les travaux de rénovation énergétiques réalisés depuis plusieurs années ont permis de limiter cette hausse sur 2022.

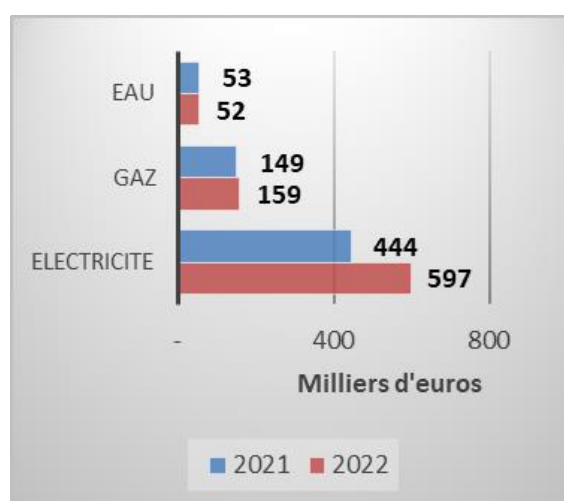


Figure 11

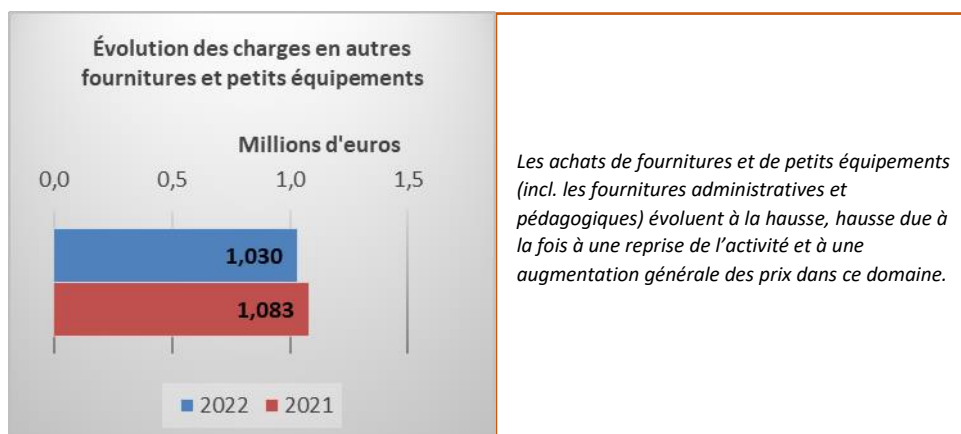


Figure 12

1.2.1.2 Les services extérieurs

On trouve principalement regroupées sous cette appellation les charges de location, d'entretien et de réparation, d'assurances, de documentation, de missions et de réceptions ainsi que de téléphonie et d'affranchissement.

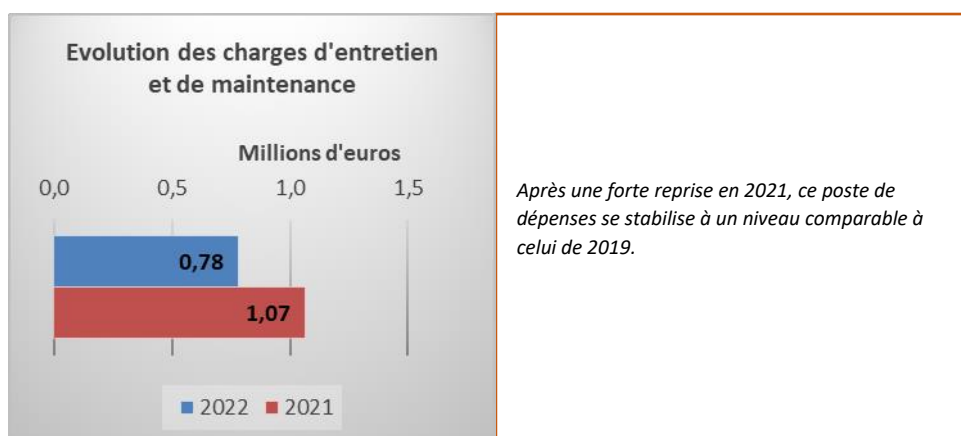


Figure 13

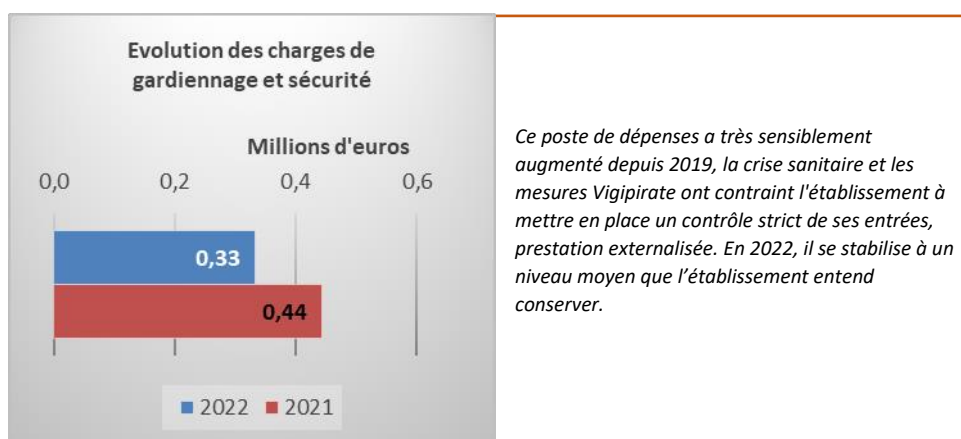


Figure 14

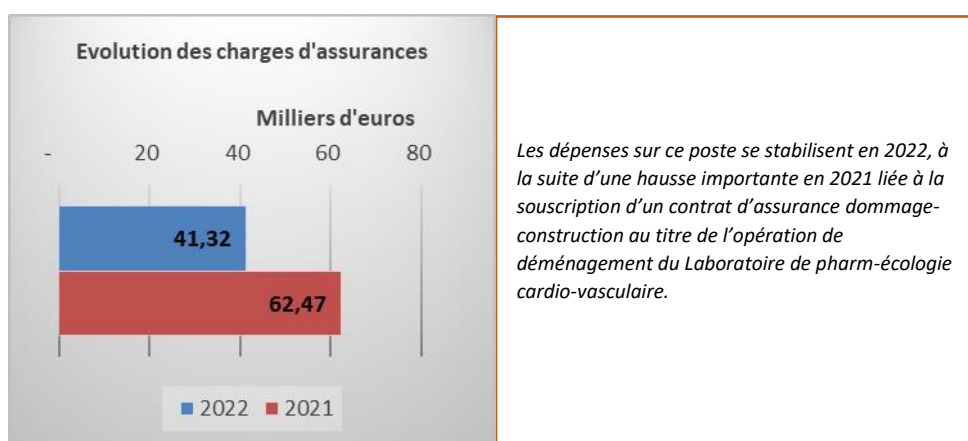


Figure 12

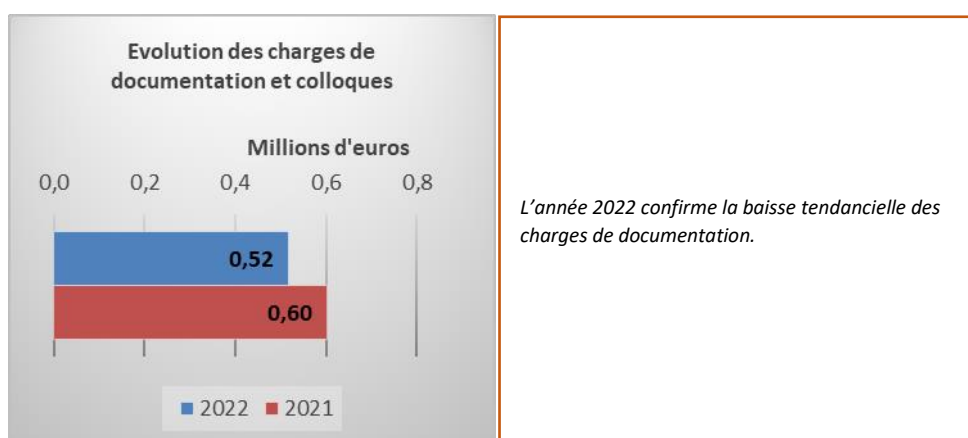


Figure 13

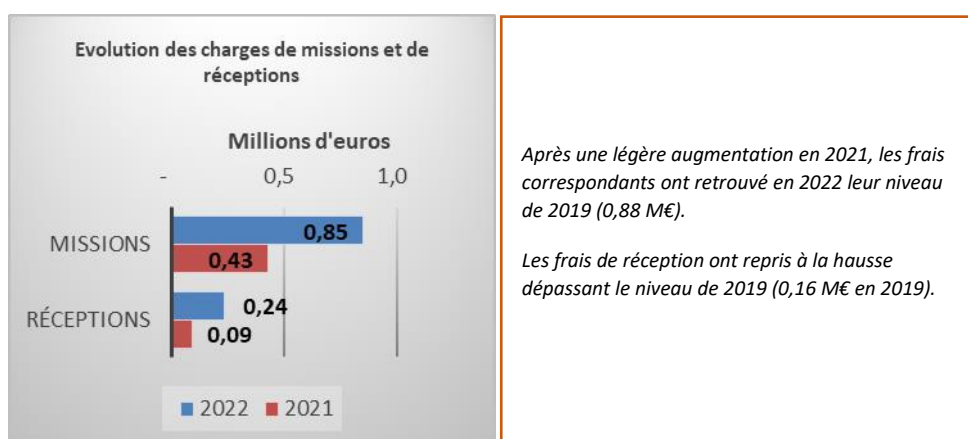
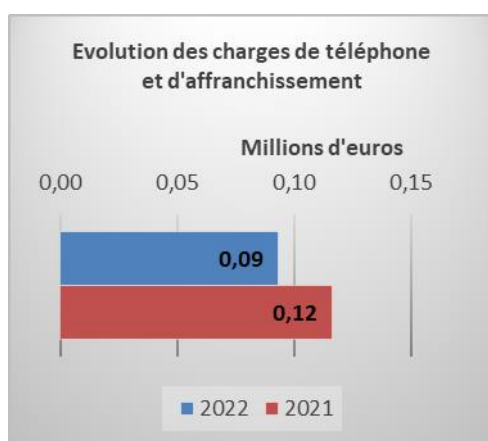
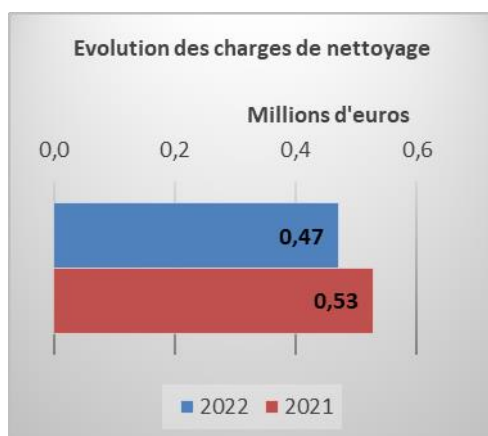


Figure 14



Après une légère hausse en 2019, ce poste de dépense connaît une baisse régulière, due principalement à la diminution des dépenses d'affranchissement.

Figure 15



Les charges de nettoyage correspondent principalement au règlement des factures émises en application du marché passé pour l'entretien des locaux des deux sites de l'établissement. Après une remontée des dépenses enregistrée sur ce poste liée à la sortie de crise sanitaire et à une fréquentation plus soutenue, ce poste se stabilise à la baisse en 2022.

Figure 16

1.2.1.3 Les charges de gestion

Ce poste de charges comptabilise principalement les bourses, aides et subventions versées par l'établissement.

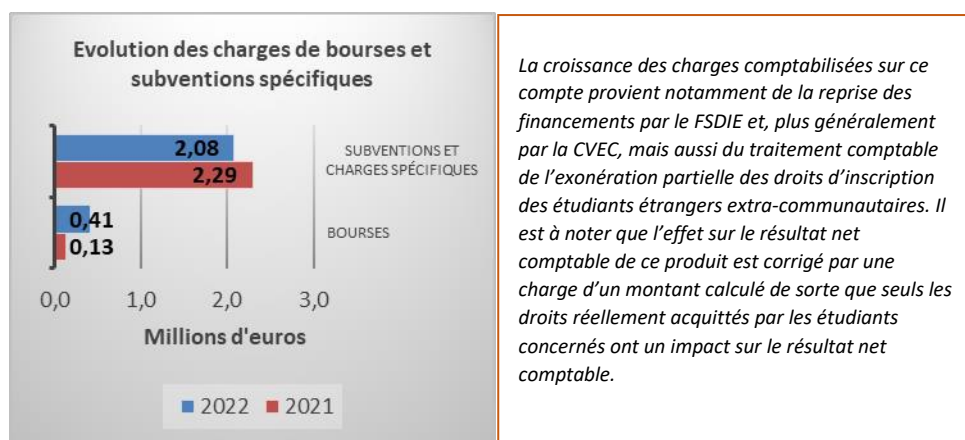


Figure 17

1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes

1.2.1.4.1 Ratio charges décaissables / produits encaissables

Ratio charges décaissables / produits encaissables (M€)	2022	2021
Charges décaissables	63,73	60,90
Produits encaissables	64,37	63,87
Ratio	99,0%	95,3%

Figure 18

Interprétation : plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Le résultat obtenu par AU, aux alentours de **99%**, atteint exceptionnellement cette année le seuil de vigilance, fixé par le MESRI à 98%.

1.2.1.4.2 Ratio charges externes³ / produits encaissables

Ratio charges externes sur produits encaissables (M€)	2022	2021
Charges externes	7,17	7,01
Produits encaissables	64,37	63,87
Ratio	11,1%	11,0%

Figure 19

Interprétation : plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

³ Achats et variations de stocks, sous-traitance et services extérieurs.

Ce ratio affiche une stabilité par rapport à l'exercice précédent et reste éloigné du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15 %.

1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions

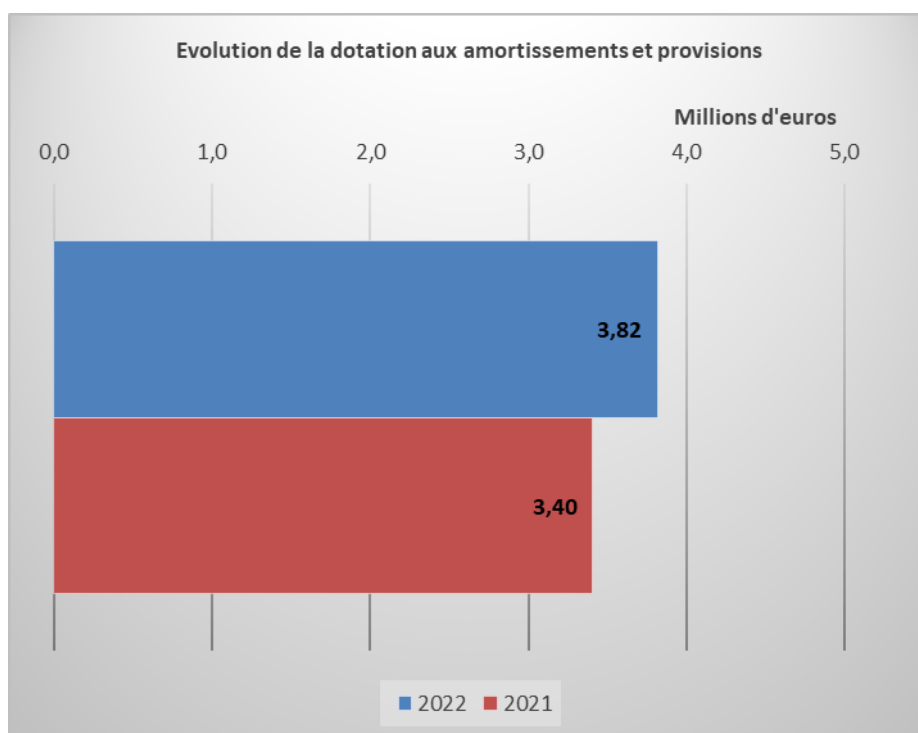


Figure 20

L'effet sur le résultat de fonctionnement de ce poste n'est pas négligeable, même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement.

Le niveau des amortissements est à la hausse entre 2021 et 2022.

1.2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent, et de loin, le poste de charges le plus important de l'établissement.

Elles s'élèvent à **53,36 M€** et progressent de **2,56 M€**, représentant **79%** des charges de l'établissement.

Comme on le lira plus loin, 2022 enregistre cette année encore une hausse du nombre d'emplois consommés (de **711** à **725**, soit **+14 ETPT**⁴). Cette progression s'accompagne d'une augmentation sensible des rémunérations principales et des cotisations patronales.

Les dépenses d'heures complémentaires et de vacations (rémunérations accessoires) se situent à peu près au même niveau que celui de 2021 soit 2 M€ d'heures complémentaires et 350 000€ de vacations. Les charges hors paye, sans contribution au FIPHFP⁵, cette année encore, dans la mesure où l'établissement satisfait à l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés (ou assimilés), sont en légère hausse en raison des dépenses de médecine préventive (**0,15 M€** soit **+ 0,03 M€**).

⁴ Équivalent temps plein travaillé

⁵ Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

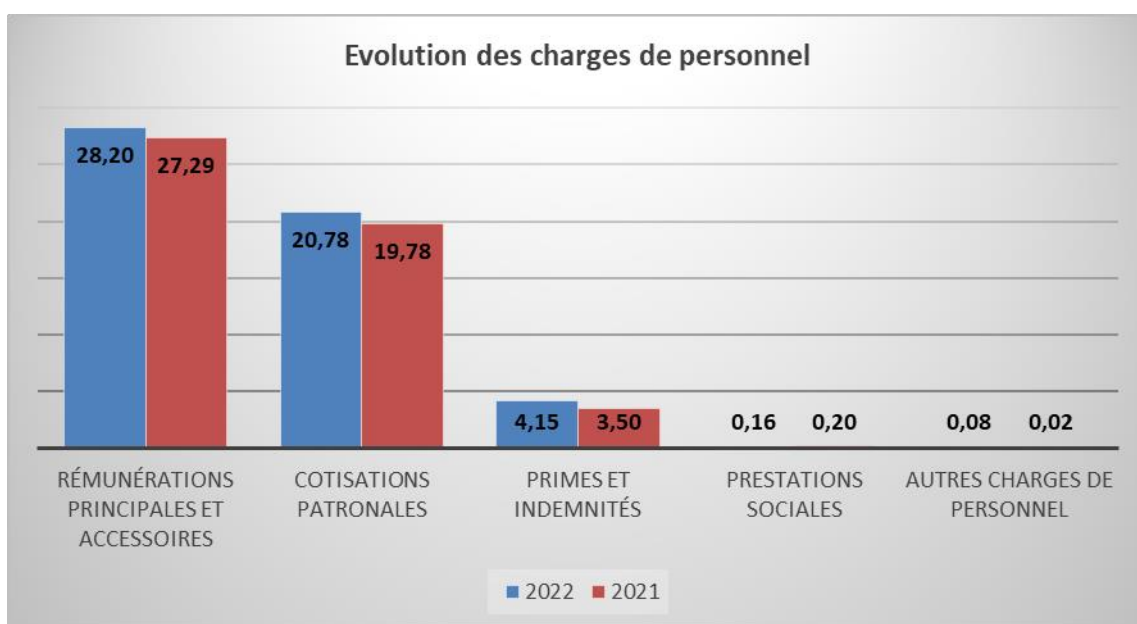


Figure 21

A noter : les charges de personnel intègrent les sommes « provisionnées » selon la méthode comptable des charges à payer pour faire face, notamment, aux risques financiers relatifs aux congés non pris et aux comptes épargne temps des agents BIATSS (voir tableau ci-dessous).

Charges à payer (CAP) en M€	2022	2021
Congés non pris	0,48	0,49
Comptes épargne temps	0,54	0,51
Heures complémentaires, vacations et rappels N à payer en N+1 (estimation)	1,62	1,61
TOTAL CAP	2,64	2,61

Figure 22

Les **dépenses** nettes de masse salariale⁶ représentent **54,08 M€** en 2022. Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale est de **99,5%** sur un budget de **54,31 M€**.

⁶ À distinguer des **charges** de masse salariale. Les dépenses de masse salariale correspondent aux sommes décaissées en 2022, mais dont le fait générateur peut s'être produit avant 2022. Les charges de masse salariale, quant à elles, correspondent principalement aux rémunérations pour service fait en 2022, qu'elles aient, ou non, fait l'objet d'un paiement au cours du même exercice.

Gros plan sur les personnels détachés :

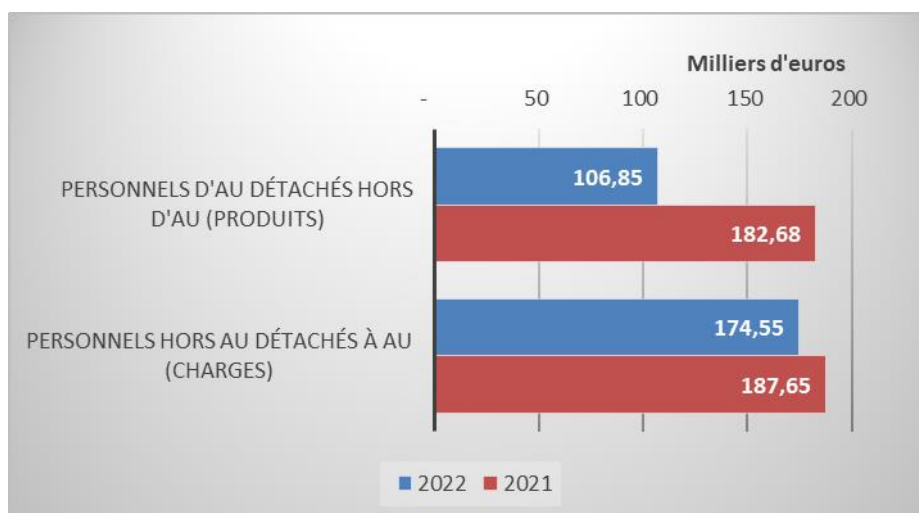


Figure 23

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que leur évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio se situe, cette année, juste au-dessus du seuil de vigilance, arrêté à 82% par le MESRI.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables	2022	2021
Charges de personnel	53,36	50,79
Produits encaissables	64,37	63,87
Ratio	82,9%	79,5%

Figure 24

1.3 Le résultat comptable et son affectation

Le résultat 2022 agrégé s'élève à – 0,77 M€.

Pour la première fois depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU présente un compte de résultat déficitaire.

L'écart entre les deux exercices est de – 2,47 M€ et se décompose de la manière suivante :

VARIATION DU RESULTAT (M€)	
RESULTAT 2021	1,698
- Variation des charges courantes	0,266
- Variation des charges d'amortissement	0,413
- Variation des charges de Personnel	2,568
Variation des ressources propres	-0,368
Variation des subventions hors dotation	0,383
Variation de la neutralisation	0,001
Variation de la dotation du Ministère	0,758
RESULTAT 2022	-0,775

Figure 25

La répartition des résultats par service à comptabilité distincte est la suivante :

REPARTITION DU RESULTAT (M€)	
AU BUDGET PRINCIPAL	-0,775
FONDATION D'AU	0,000
RESULTAT 2022	-0,775

Figure 29

2 L'investissement

2.1 Les ressources

Le montant des subventions reçues représente en 2022 **0,3 M€**.

2.2 Les emplois

Le niveau d'investissement est en baisse sensible, pour s'établir à **2,59 M€ (3,86 M€ en 2021)** en raison de la fin des travaux du LaPEC.

Outre les investissements récurrents de la Direction des systèmes d'information et de la Direction du patrimoine immobilier, les opérations inscrites au programme pluriannuel d'investissement ont mobilisé une partie importante de ces crédits (**2,25 M€**):

- la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique en constante hausse (**0,46 M€**) ;
- le réaménagement des espaces de travail (**0,17 M€**) ;
- l'amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents ainsi que de la sûreté en hausse (**0,43 M€ contre 0,1M€ en 2021**) ;
- l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments en hausse (**0,27 M€ contre 0,09 M€ en 2021**) ;
- le plan Relance (**0,68 M€**),
- les équipements de recherche (**0,24 M€**).

2.3 La capacité d'autofinancement

Définition : épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.

Calcul : différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Pour la douzième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU dégage une capacité d'autofinancement, malgré son résultat déficitaire.

En baisse de **2,33 M€**, elle s'élève à **0,64 M€** et contribue à couvrir une partie des investissements non financés de l'année.

3 Les grands équilibres financiers

3.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement diminue de **1,65 M€** et s'élève à **11,28 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **6,32M €**. Ce montant représente **36** jours de fonctionnement.

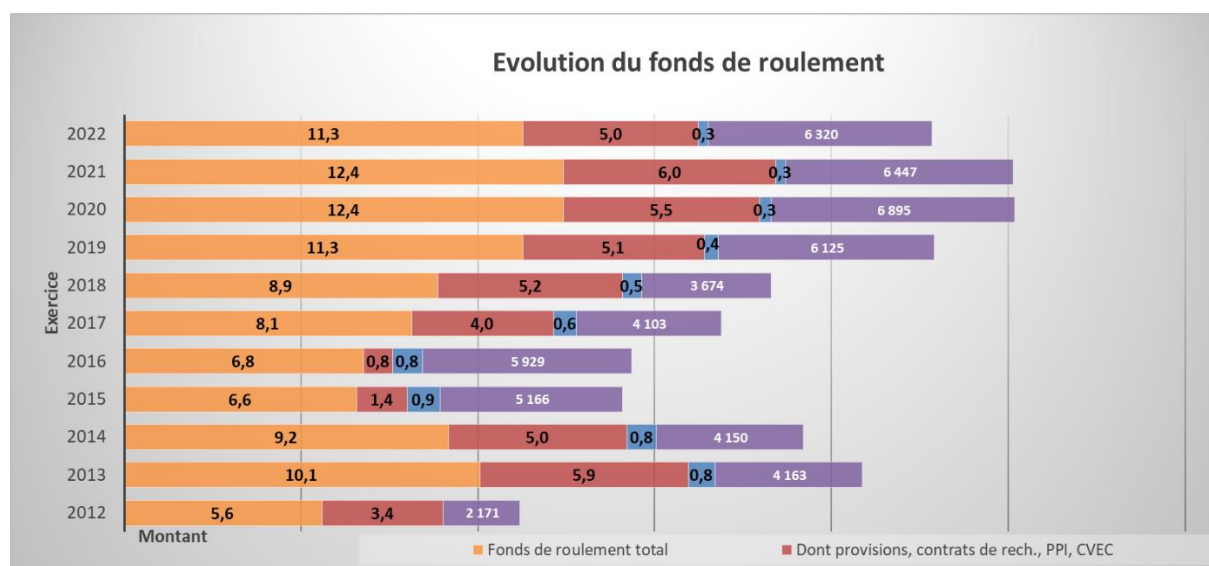


Figure 26

3.2 Le besoin en fonds de roulement

Définition : le besoin en fonds de roulement mesure le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Calcul : Actif circulant (hors actif de trésorerie) – Dettes circulantes (hors passif de trésorerie).

Interprétation : le besoin en fonds de roulement (BFR) peut être positif ou négatif. Positif, il pèse sur le fonds de roulement qui doit prioritairement en assurer le financement. Négatif, il traduit le fait que le cycle d'activité est en capacité de financer le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Après avoir été positif en 2016 principalement parce que deux des principaux contributeurs au financement de la construction de l'UFR STS étaient encore redevables du solde de leur participation (plus de 2 M€), il est redevenu normalement négatif depuis. Cette année, la variation du BFR est positive (+ **0,2 M€**) compte tenu du déficit de résultat exceptionnel et d'une capacité d'autofinancement positive mais insuffisante ; mais le BFR reste structurellement négatif.

3.3 La trésorerie

Un avis n°2022-04 du 5 juillet 2022 relatif à la présentation du tableau des flux de trésorerie dans la norme 1 « les états financiers » du Recueil des Normes Comptables pour les établissements publics laisse au choix des établissements la présentation d'un tableau des flux de trésorerie.

En effet la liasse budgétaire contient de nombreux tableaux et documents permettant de mesurer les risques liés à la trésorerie. Pour exemple le tableau 7 « plan de trésorerie » qui est suivi mensuellement, le tableau 8 « tableau des opérations fléchées » qui permet de suivre la trésorerie dédiée à certaines opérations et de l'isoler dans le plan de trésorerie, le tableau 4 « tableau de l'équilibre financier » qui met en évidence les besoins et les moyens disponibles et qui présente une décomposition du flux de trésorerie par type d'opérations (budgétaires fléchées et non fléchées, non budgétaires).

A cela s'ajoute le modèle de financement des universités qui sont essentiellement financées par l'Etat et qui ne peuvent pas contracter d'emprunts.

Au vu de ces éléments il a été fait le choix de ne pas le produire et de conduire une analyse qualitative de l'évolution et de la composition de la trésorerie de l'établissement.

La trésorerie de l'établissement s'établit au 31 décembre 2022 à **17 763 621,46 €**

Le volume moyen de trésorerie pour l'exercice 2022 s'établit à **24,88 M€**. Les variations significatives de la trésorerie sont liées au calendrier de versement de la SCSP (25% en janvier et avril, 35% en juillet et 15% en octobre).

Le niveau le plus haut est de 37 M€ en juillet et le plus bas, au mois de décembre, avec un niveau de 18 M€.

La trésorerie au 31 décembre 2022 représente **101 jours** de charges décaissables (trésorerie x 360/charges décaissables). Elle est en recul de 15 jours mais reste élevée.

La variation négative de trésorerie constatée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022 représente **1,85 M€**, répartie entre solde budgétaire **(-1,76 M€)** et solde des opérations extra-budgétaires (TVA, bourses d'aide à la mobilité, recettes et dépenses à classer) **[- 0,09 M€]**.

Pour ce qui est de l'équilibre financier, la variation de trésorerie négative est inférieure à la prévision du BR. Elle se décompose entre un apport de **202 899 €** au titre des opérations fléchées et un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de **2 051 571 €**.

Concernant les opérations fléchées, la trésorerie cumulée au titre des années 2022 et antérieures s'établit à **1 986 856 €**. Au titre de ces opérations, le solde budgétaire est actuellement positif. Pour rappel le fléchage de ces opérations permet de suivre ces actions non récurrentes et de disposer d'une vision pluriannuelle de leur évolution.

3.4 Le bilan

BILAN - Version agrégée (En Euros)					Exercice : 2022		
Actif	Brut	Amort/Dépréc.	2022	2021	Passif	2022	2021
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>FONDS PROPRES</u>		
Immobilisations incorporelles	797 888	586 870	211 017	132 408	Financements reçus		
					Financement de l'actif par l'Etat	26 504 752	27 969 038
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par des tiers	10 340 313	10 841 185
Terrains	8 115 483	7 276	8 108 207	8 110 882	Fonds propres des fondations	250 000	250 000
Constructions	52 216 477	20 939 699	31 276 777	31 002 463	Ecarts de réévaluation		
Installations techniques matériel, outil	7 319 136	5 201 345	2 117 791	2 090 611			
Collections	1 403	-	1 403	1 403	Réserves	6 854 593	6 854 593
Biens historiques et culturels	1	-	1	1	Report à nouveau	12 726 953	11 033 062
Autres immobilisations corpor.	7 945 373	5 080 884	2 864 488	3 188 795	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	774 777	1 698 416
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	Provisions réglementées		
Immobilisations corporelles en cours	407 929	-	407 929	1 488 873			
Avances et Acpt versés sur commande	-	-	-	-			
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-			
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-			
Immobilisations financières	414 835	387 330	27 505	26 770	TOTAL FONDS PROPRES	55 901 834	58 646 295
					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
					Provisions pour risques	243 506	180 201
					Provisions pour charges	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	77 218 523	32 203 405	45 015 118	46 042 205	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	243 506	180 201
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>DETTES</u>		
Stocks	-	-	-	-	DETTES FINANCIERES		
Créances					Emprunts obligataires	-	-
autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	2 435 731	-	2 435 731	1 969 365	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-
Créances clients et comptes rattachés	1 290 596	154 063	1 136 533	975 672	Dettes financières et autres emprunts	-	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-	-			
Avances et acptes versés sur commandes et prestations de services	-	-	-	-	TOTAL DETTES FINANCIERES	-	-
opérations pour compte de tiers (dispositif d'intervention)	-	-	-	-	DETTES NON FINANCIERES		
					Dettes fournisseurs et cptes rattachés	713 503	1 591 724
Créances sur les autres débiteurs	20 914	-	20 914	17 645	Dettes fiscales et sociales	2 641 823	2 603 808
Charges constatés d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	106 792	-	106 792	66 218	Avances et acomptes reçus	4 979 589	4 605 969
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	3 854 032	154 063	3 699 969	3 028 900	Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	348 280	319 880
					Autres dettes non financières	111 316	139 275
					Produits constatés d'avance	1 538 857	596 247
					TOTAL DETTES NON FINANCIERES	10 333 369	9 856 903
<u>TRESORERIE</u>					<u>TRESORERIE</u>		
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	Autres éléments de trésorerie passive	-	-
Disponibilités	17 763 621	-	17 763 621	19 612 294			
Autres	-	-	-	-			
TOTAL TRESORERIE	17 763 621	-	17 763 621	19 612 294	TOTAL TRESORERIE	-	-
Comptes de régularisation	-	-	-	-	Comptes de régularisation	-	-
Ecarts de conversion Actif	-	-	-	-	Ecarts de conversion Passif	-	-
TOTAL GENERAL	98 836 177	32 357 468	66 478 709	68 683 399	TOTAL GENERAL	66 478 709	68 683 399

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 21 - 0042 du 22/12/2021

Figure 31

3.5 Le compte de résultat

Compte de résultat 2022 - version agrégée				
Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 21 - 0042 du 22/12/2021				
	31/12/2022	31/12/2021	Variation en % 2021/2022	Variation en euros 2021/2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats	13 101	10 441	25%	2 661
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	7 153 673	6 995 886	2%	157 787
		-		
Charges de personnel		-		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	32 346 309	30 788 610	5%	1 557 699
Charges sociales	20 778 747	19 778 821	5%	999 926
	-	-		
Intéressement et participation	-	-		
Autres charges de personnel	235 846	225 648	5%	10 198
		-		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	2 792 343	2 966 449	-6%	- 174 106
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	3 815 447	3 402 581	12%	412 866
		-		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	67 135 466	64 168 436	5%	2 967 030
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositif d'intervention pour compte propre				
Transfert aux ménages	409 627	131 340	212%	278 287
Transfert aux entreprises	-	-		
Transfert aux collectivités territoriales	-	-		
Transfert aux autres collectivités	-	-		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme				
Dotations aux provisions et dépréciations				
TOTAL CHARGES INTERVENTION	409 627	131 340	212%	278 287
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	67 545 093	64 299 776	5%	3 245 317
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change	1 685	434	288%	1 251
Autres charges financières	3 028	2 877	5%	151
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	-	-100%	-
TOTAL CHARGES FINANCIERES	4 713	3 311	42%	1 402
Impôt sur les sociétés				
TOTAL DES CHARGES	67 549 806	64 303 087	5%	3 246 718

Figure 27

PRODUITS - En euros	31/12/2022	31/12/2021	Variation en % 2021/2022	Variation en euros 2021/2022
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	59 736 834	58 709 804	2%	1 027 031
Subventions pour charges de service public	54 518 175	53 760 227	1%	757 948
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	4 894 911	4 387 329	12%	507 582
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-		
Dons et legs	17 500	13 000	100%	4 500
Produits de la fiscalité affectée	306 248	549 248	-44%	243 000
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)	4 555 346	5 160 969	-12%	605 623
Vente de biens ou prestations de services	4 061 220	4 820 933	-16%	759 713
Produits de cession d'éléments d'actif	210	-	-100%	210
Autres produits de gestion	493 916	340 036	45%	153 879
Production stockée et immobilisée	-	-		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-		
Autres produits	2 481 395	2 130 338	16%	351 057
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	223 686	131 808	70%	91 878
Reprises du financement rattaché à un actif	2 257 709	1 998 530	13%	259 179
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	66 773 575	66 001 111	1%	772 464
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts	-	-		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-		
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-		
Gain de change	1 170	392	198%	777
Autres produits financiers	284	-	0%	284
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	-		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 454	392	271%	1 061
TOTAL DES PRODUITS	66 775 029	66 001 503	1%	773 525
BENEFICE OU PERTE	- 774 777	1 698 416	-146%	2 473 193

Figure 28

3.6 Les soldes intermédiaires de gestion

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2022	2021	Variation % 2022/2021	2020
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	2 255 854	4 639 673	-51,38%	4 341 479
+ Reprises sur amortissements et provisions	2 405 385	2 130 338	12,91%	2 053 345
+ Transfert de charges d'exploitation	76 010	0		0
+ Autres produits	800 374	759 822	5,34%	614 223
- Autres charges	2 493 694	2 425 916	2,79%	2 072 793
- Dotations aux amortissements et provisions	3 815 447	3 402 581	12,13%	3 376 839
+ Quote-part des apports virée au compte de résultat	0	0	#DIV/0!	0
+ Produits issus de la neutralisation des Amortissements	0	0		0
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	0	0		0
= RESULTAT D'EXPLOITATION	-771 518	1 701 335	-145,35%	1 559 415
Résultat d'exploitation	-771 518	1 701 335	-145,35%	
+ Produits financiers	1 454	392	270,60%	534
dont :				
. reprises sur provisions	0	0		
. transferts de charges financières	0	0		
- Charges financières	4 713	3 311	42,33%	3 090
dont :				
. dotations aux amortissements et aux provisions	0	0		
= RESULTAT COURANT	-774 777	1 698 416	-145,62%	1 556 859
Résultat courant	-774 777	1 698 416	-145,62%	1 556 859
= RESULTAT NET COMPTABLE (bénéfice ou perte)	-774 777	1 698 416	-145,62%	1 556 859
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés				
= RESULTAT NET après impôts (bénéfice ou perte)	-774 777	1 698 416	-145,62%	1 556 859

Figure 29

En comptabilité, la **valeur ajoutée (VA)** est une notion qui s'efforce de mesurer la valeur économique ajoutée par l'activité d'une entreprise. Dans le cadre des activités d'un EPSCP, ce ratio n'a de sens qu'après correction des subventions. Il permet de mesurer la « richesse » créée par l'EPSCP à partir de ses ressources (toutes les ressources moins toutes les dépenses de fonctionnement hors paye).

Pour 2022, on note une dégradation de celle-ci liée à la fois à une baisse des ventes et prestations de service (**- 15,76 %**) et une augmentation des achats (**+ 6,44 %**) et des services extérieurs (**+ 13,85 %**) toujours soutenue (augmentation du poste fluides dans un contexte inflationniste, reprise des colloques et missions dont les frais afférents retrouvent les niveaux de 2019, augmentation des frais de réception).

L'excédent brut d'exploitation (EBE) : c'est ce qui reste de la « richesse » citée plus haut quand on a payé les rémunérations. L'EBE se décompose comme suit :

- **les produits** : la quasi-totalité des produits est issue de subventions versées par l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux. La Subvention pour Charges de Service Public versée trimestriellement par l'État (**56,32 M€**) représente à elle seule **95 %** du total des subventions. À cela, il convient d'ajouter le produit de la taxe d'apprentissage qui diminue légèrement (**126 k€ contre 129 k€ en 2021**). La baisse des subventions des collectivités publiques est compensée par une augmentation des subventions de l'Union Européenne.
- **les charges d'exploitation** sont composées principalement des dépenses de personnel (**53,53 M€**).

Cet indicateur permet de déterminer la rentabilité de son exploitation courante. Un déficit peut constituer une alerte.

En 2022, le montant de l'EBE s'élève à **2,25 M€**, soit une baisse de plus de **50 %** par rapport à 2021.

Si on analyse les postes de calcul de l'EBE on constate que le montant des subventions augmente moins fortement que les charges de personnel et assimilées et ne permet pas de combler la dégradation de la valeur ajoutée. Ces postes étant de montants significatifs, l'établissement a un EBE toujours positif mais en recul de 2,39 k€ par rapport à 2021.

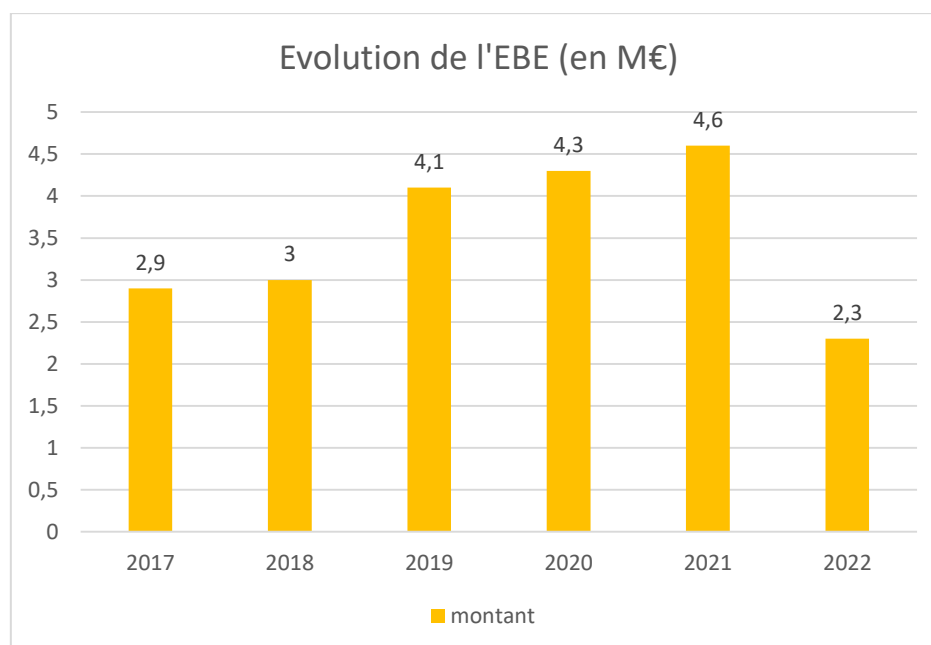


Figure 30

Le résultat d'exploitation traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement. Il correspond au résultat de l'activité normale et courante. Les mouvements significatifs sont liés au calcul de l'amortissement et des provisions (**3,8 M€**) soit une hausse de 12% contre 2,79% pour les autres charges. En recettes les reprise sur financement (**2,40 M€**) sont en augmentation mais ne permettent pas de neutraliser la baisse de l'EBE.

Le résultat courant correspond au résultat d'exploitation corrigé des produits et charges financiers. En 2022, ces derniers n'ont été constitués que de diverses opérations liées aux frais de commissionnement concernant les paiements par cartes bancaires et des pertes de change (**0,04 k€**) pour des gains de change d'un montant de 0.01 k€.

Le résultat net comptable mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice. Il s'obtient par différence entre les produits (comptes de la classe 7) et les charges (comptes de la classe 6) du compte de résultat.

Le résultat net comptable de 2022 fait apparaître un déficit de fonctionnement à hauteur de **0,77 M€**.

Un déficit qui trouve une partie de son origine dans les augmentations liées à l'inflation, par un gel de crédit concernant la création de places et la non compensation de l'augmentation du point d'indice en 2022.

Il se répartit entre un déficit pour Avignon Université de **774 586 €** et pour la fondation de **190,91 €**.

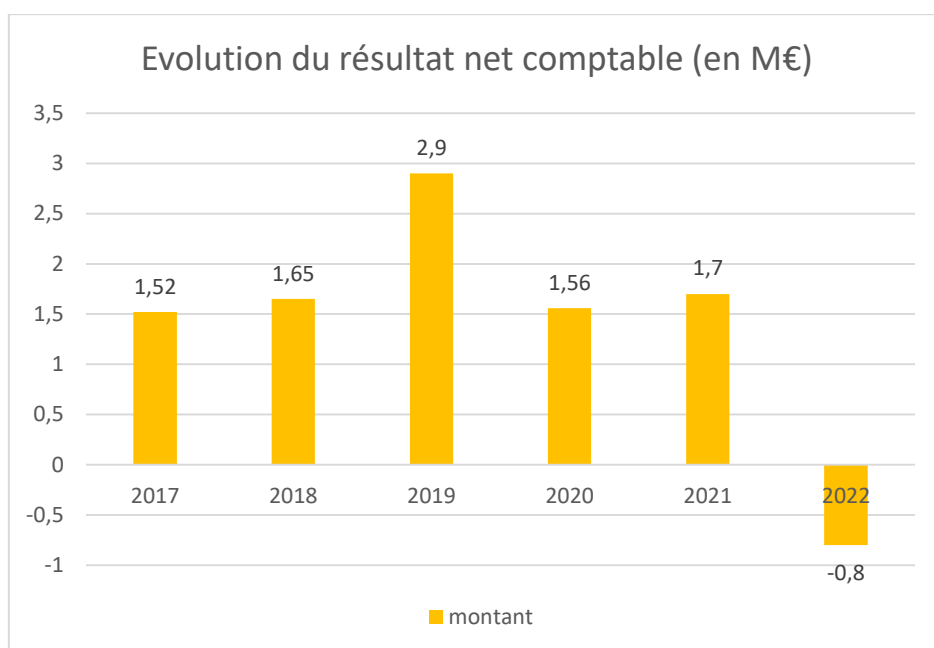


Figure 36

4 L'analyse en mode GBCP

4.1 Les emplois

Catégories d'emplois	Nature des emplois	Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global			
		En ETPT				En ETPT							
		Exécuté 2021	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022	Exécuté 2022	Exécuté 2021	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022	Exécuté 2022	Exécuté 2021	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022	Exécuté 2022
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	270,1	276,0	276,0	274,5					270,1	276,0	276,0	274,5
	CDI	2,0	2,0	2,0	1,3	0,6			1,7	2,6	2,0	2,0	3,0
	Non permanents	61,1	60,0	60,0	63,4	36,6	36,0	30,0	27,0	97,7	96,0	90,0	90,4
S/total EC		333,2	338,0	338,0	339,2	37,2	36,0	30,0	28,7	370,4	374,0	368,0	367,9
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS											-	-	-
BIATSS	Permanents	227,8	232,0	230,0	226,8					227,8	232,0	230,0	226,8
	CDI	18,2	22,0	25,0	25,3	4,5			2,4	22,7	22,0	25,0	27,7
	Non permanents	6,6	7,0	23,0	18,4	84,2	100,0	89,0	84,8	90,8	107,0	112,0	103,2
S/total BIATSS		252,6	261,0	278,0	270,5	88,7	100,0	89,0	87,2	341,3	361,0	367,0	357,7
Totaux		585,8	599,0	616,0	609,7	125,9	136,0	119,0	115,9	711,7	735,0	735,0	725,6
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat		642,0	647,0	647,0	648,0								

Figure 31

Le nombre d'emplois en ETPT s'est élevé en 2022 à **725,6** contre **712** en 2021 (**+13,6 ETPT**), soit une augmentation de **1,9 %**. Il se situe toutefois largement sous le plafond de **735** voté par le conseil d'administration.

Les effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sont en baisse (**- 2,5 ETPT**), et les personnels BIATSS en hausse (**+ 16,4 ETPT**).

Globalement, le nombre de titulaires augmente (**+ 3,4 ETPT**) moins rapidement que celui des agents contractuels (**+ 10,5 ETPT**).

Le nombre des emplois sous plafond Etat croît significativement (**+ 23,9 ETPT**) alors que les emplois sous plafond ressources propres connaissent une baisse (**- 10 ETPT**).

4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires

L'établissement a consommé **67,5 M€** d'autorisations d'engagement (AE) en 2022, ce qui signifie qu'il a juridiquement engagé cette somme, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant, dans certains cas, s'exécuter au-delà de l'exercice 2022. Ce montant est supérieur de **4,4 M€** à celui de 2021, cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre (**+ 2,7 M€**, soit **5,3 %** pour les dépenses de personnel, **+ 1,1 M€**, soit **12,5 %** pour les dépenses de fonctionnement, **+ 0,6 M€** pour les dépenses d'investissement, soit **18,2 %**).

54,1 M€ d'engagements correspondent à des dépenses de personnel, soit plus de **81,7%** des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2022. Ils s'élèvent à **66,2 M€**, soit **3,6 M€** de

plus qu'en 2021, cette augmentation se répartissant entre personnel (+ 2,7 M€), fonctionnement (+ 1,9 M€) et investissement (- 1 M€).

Le solde budgétaire, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc déficitaire. Il s'élève à - 1,75 M€.

L'écart entre les autorisations d'engagement (67,5 M€) et les crédits de paiement (66,2M€) consommés s'élève à + 1,3 M€.

Pour ce qui concerne plus précisément l'enveloppe « investissement », les crédits de paiement dépensés s'élèvent à 2,6 M€. Ce montant correspond aux factures d'équipements et de travaux réglées au cours de l'exercice.

Les recettes (encaissements) ont globalement diminué de 1,4 M€. En effet, la SCSP augmente sensiblement (+0,8 M€) mais les autres financements de l'Etat diminuent (- 0,5 M€) ainsi que les financements publics (- 0,3M€) y compris les fléchés (-1,4M€) tandis que la contribution des autres financeurs privés, se maintient.

Le taux d'exécution des AE

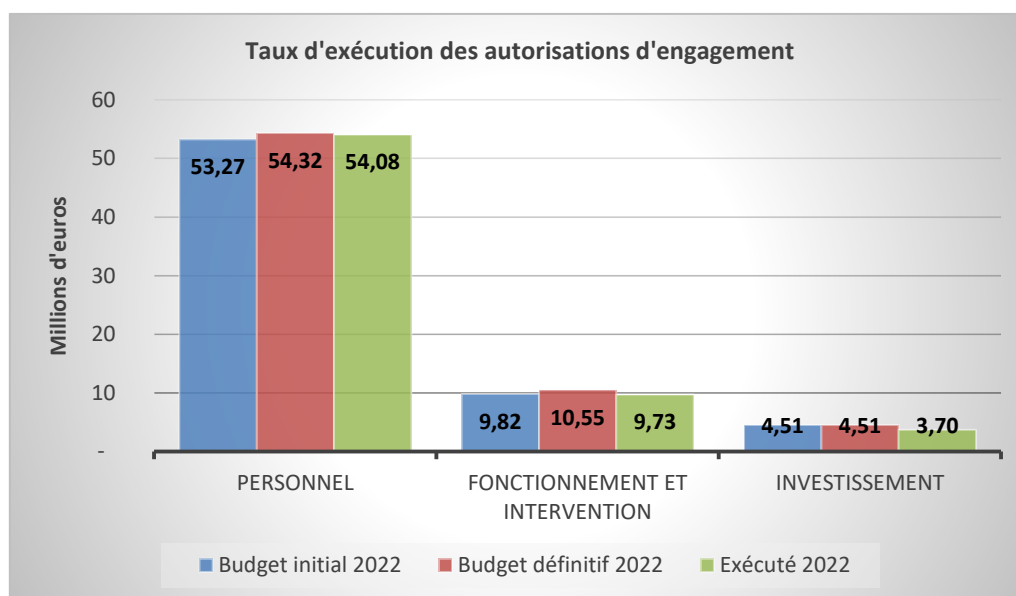


Figure 37

Le taux d'exécution des AE s'élève à 99,8% du budget initial et 97,3% du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires.

Le taux d'exécution des CP

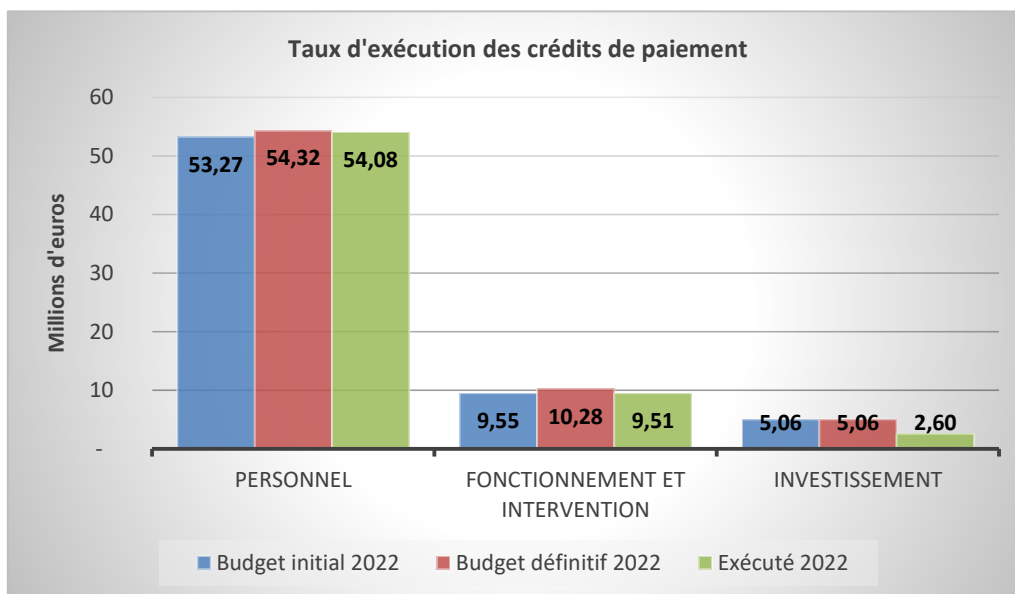


Figure 38

Le taux d'exécution des CP s'élève à **97,5%** du budget initial et **95,0%** du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires et le progrès de l'établissement réalisé en la matière.

Le taux d'exécution des recettes

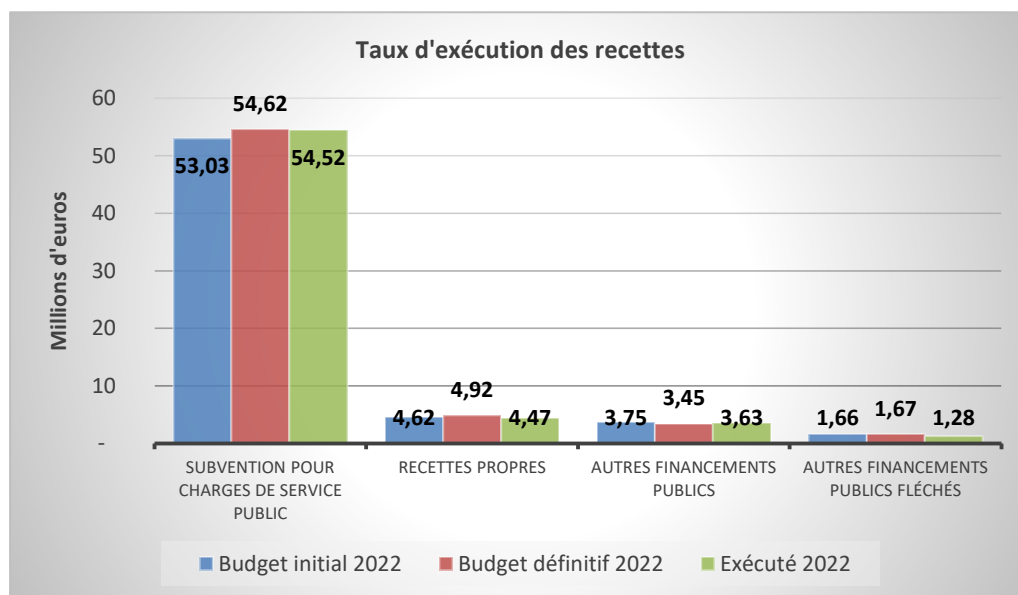


Figure 39

Le taux d'exécution des recettes s'élève à **100,7%** du budget initial et **98 %** du budget définitif.

4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF)

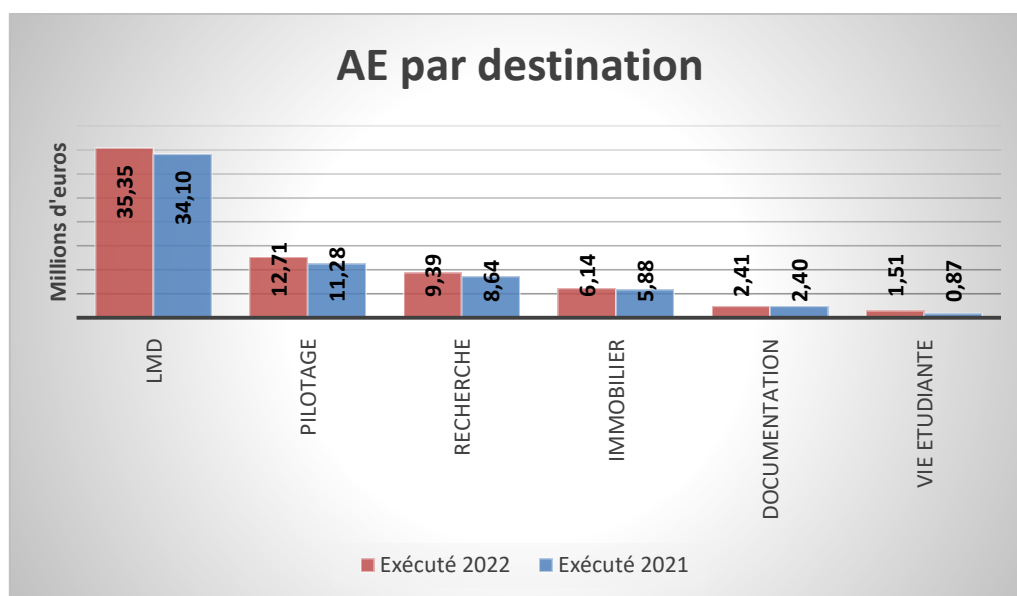


Figure 40

Même s'il convient d'analyser ces données avec prudence, dans la mesure où il appartient aux gestionnaires d'imputer toute dépense à une destination et que ceux-ci ne disposent pas d'outils leur permettant de réaliser cette opération avec précision (gestionnaires RH pour la paye, gestionnaires Sifac pour les achats), la lecture de la figure ci-dessus semble indiquer que :

- l'établissement consacre plus de 50 % de son budget à la formation, poste en augmentation en 2022 ;
- les dépenses de recherche représentent 14% des coûts directs, en hausse en 2022 ;
- le pilotage représente 19 % des dépenses, en hausse en 2022 ;
- les autres destinations représentent, ensemble, 15 % des dépenses et sont, grâce aux dépenses immobilières et au doublement des dépenses consacrées à la vie étudiante, également en augmentation.

Seul un système de comptabilité analytique performant sera en mesure de déterminer avec précision le coût des activités de l'établissement, après qu'on aura déversé sur les objets de coût principaux (formation et recherche) l'ensemble des dépenses réalisées par les services support et soutien. Des travaux ont été entrepris dans ce sens lors des deux dernières années et produisent d'ores et déjà des résultats qui feront prochainement l'objet d'une restitution. On pourra constater, alors, notamment, que le poids de la recherche dans les dépenses de l'université est bien supérieur, en coût total, à ce qu'indiquent les données budgétaires brutes affichées ci-dessus.

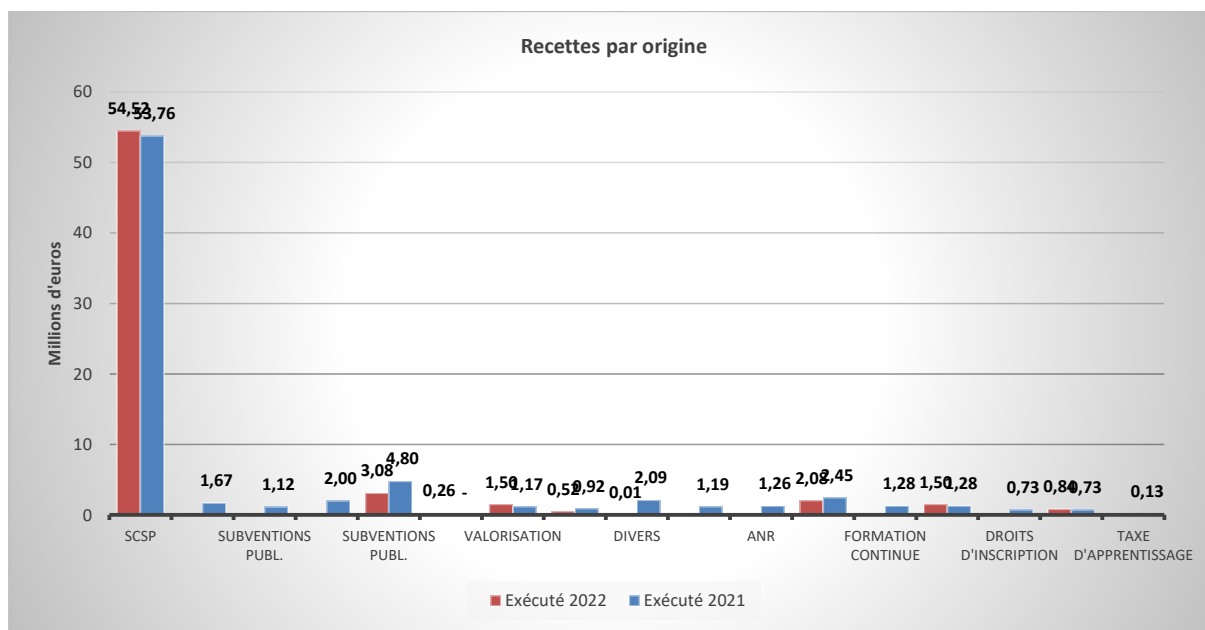


Figure 41

Ce graphique confirme la part prépondérante prise par la SCSP dans les encaissements budgétaires de l'année, celle-ci représentant **85%** du total encaissé en 2022, contre **81,7%** en 2021.

On notera également une baisse des subventions publiques reçues au cours de l'exercice, due principalement à la fin du financement de LaPEC par la Région Sud qui avait apporté plus de 1,6 M€ en 2021 ainsi que des ANR (-0,4M€).

A noter, également, la poursuite de la progression en 2022 des recettes liées à la valorisation de la recherche (**1,5M€ en 2022 après 1,12 M€ en 2021 contre 0,32 M€ en 2020**).

4.4 Le tableau d'équilibre financier

Prenant pour point de départ le solde budgétaire, et après y avoir ajouté les opérations non budgétaires tant en décaissements qu'en encaissements, ce tableau aboutit à la variation de trésorerie de l'exercice.

On remarquera en premier lieu que si le solde budgétaire de l'université dans son ensemble est déficitaire de **1,7 M€**, ce qui signifie que les dépenses ont été supérieures aux recettes de ce montant.

Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'établissement représente **-0,02 M€**. Il s'agit à la fois d'opérations réalisées pour le compte de tiers et d'opérations n'ayant pu, au 31 décembre de l'année en cours, être rattachées à une dépense ou à une recette budgétaire, soit, pour l'essentiel :

- des encaissements et décaissements de TVA ;
- des aides à la mobilité étudiante en provenance du MESRI ;
- des encaissements sur comptes d'attente non dénoués au 31/12/2022 ;
- des décaissements n'ayant pu être rattachés à une dépense budgétaire avant le 31/12/2022.

Au final, comme indiqué supra, la trésorerie enregistre une baisse de **1,85 M€**.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

ANR : agence nationale de la recherche.

Autorisations d'engagement : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

Bilan : le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise (ou d'un établissement) à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise ou d'un établissement (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise (ou de l'établissement)). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise (ou de l'établissement) nécessaires au financement de son activité).

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges à payer : une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

Charges calculées : certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Charges patronales : elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

CSG : la contribution sociale généralisée (CSG) est un prélèvement obligatoire — dit proportionnel — créé en 1991, qui participe au financement de la sécurité sociale, et, depuis 2020, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Afin de compenser les effets, pour les agents publics, de la hausse de 1,7 point de la CSG au 1er janvier 2020, le gouvernement a décidé la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % et la création d'une indemnité compensatrice.

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

Droits constatés : la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

FSDIE : fonds de solidarité au développement des initiatives étudiantes.

GBCP : le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de

la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LaPEC : le laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire d'Avignon s'intéresse particulièrement aux dysfonctions cardiaques et vasculaires liées aux pathologies cardiométaboliques et leurs préventions et réhabilitation par l'activité physique et/ou la nutrition avec une attention particulière portée sur le stress oxydant.

LOLF : loi organique relative aux lois de finance.

Loi ORE : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2020, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]) ».

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

Prestations internes : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Rémunérations accessoires : la rémunération accessoire ou régime indemnitaire est un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il a connu une évolution récente avec l'introduction du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Rémunérations principales : la rémunération principale comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

Services à comptabilité distincte : la nature des missions d'un organisme ou son organisation particulière (ex. fondation universitaire) peuvent conduire à créer des services ayant une comptabilité distincte de la comptabilité générale de l'organisme. Ces services sont dotés d'un cadre comptable complet à l'exception notable des comptes de disponibilités. Cette organisation a pour objectif de dégager un résultat propre pour le service.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.